



C E T R I

ANALYSE 2016
18 avril

Centre tricontinental

BRESIL : « CE SONT 300 VOLEURS QUI ONT VOTE LA DESTITUTION » DE ROUSSEF

Laurent Delcourt

La chambre des députés a voté en majorité en faveur de la destitution de la présidente Dilma Rousseff, coupable d'avoir maquillé les comptes de l'État. Un coup d'État institutionnel analyse Laurent Delcourt, sociologue et historien.

Argent, pouvoir, trahisons. La dernière telenovela brésilienne tourne mal pour Dilma Rousseff. Dimanche soir, la chambre des députés a voté à une majorité écrasante la destitution de la présidente. [L'impeachment l'a emporté par 367 voix](#), 25 de plus que les 342 requises, seuls 137 députés ont voté contre. Une majorité simple de sénateurs sera suffisante lors du vote au Sénat, prévu au mois de mai, pour écarter Dilma Rousseff pour un maximum de 180 jours de la présidence, en attendant le verdict final.

Laurent Delcourt, historien, auteur du livre "Le Brésil de Lula : un bilan contrasté" et chargé d'étude au CETRI (Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve, Belgique), dénonce un acharnement de l'opposition contre le Parti des travailleurs (PT) de Dilma Rousseff et un coup d'État politico-médiatique. Interview.

Étés vous surpris par l'issue du vote de dimanche soir ?

Non je ne suis pas surpris, le vote émanant d'un parlement qui n'a jamais été aussi conservateur, sous l'emprise des forces politiques les plus rétrogrades du pays. Le Congrès en effet est dominé par le lobby du BBB pour "Boi, Biblia e Bala", c'est-à-dire "propriétaires terriens, Bible, et défenseurs des armes à feu".

Au parlement, l'opposition a voté la destitution de Dilma pour reprendre la main, accaparer un pouvoir qu'ils n'ont pas réussi à obtenir par la voie électorale. Cependant, je m'attendais à plus d'abstentions. Plusieurs députés qui avaient annoncé qu'ils s'abstiendraient ont changé d'avis à la dernière minute. Et certains les accusent déjà d'avoir été payés par des entreprises pour voter dans ce sens. Il y a sûrement eu des formes d'achat de vote, c'est très classique au Brésil.

Quelles sont les chances de Rousseff lors du vote au Sénat au mois de mai ?

Le vote au Sénat m'apparaît comme une simple formalité : ils vont accepter la destitution parce que le Sénat est dominé par le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), appelé à prendre la relève, et par les autres forces politiques opposées à Dilma Rousseff, à savoir les mêmes partis qui ont voté en faveur de sa destitution à la chambre des députés.

Les partisans de Dilma Rousseff parlent d'un coup d'État. Cette tentative de destitution est-elle comparable aux autres coups d'État qu'a connu le Brésil ?

Oui, il s'agit bien d'un coup d'État. La plupart des organisations de défense des droits de l'homme qui agissent en Amérique latine le disent, et même indirectement Luis Almagro, le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains. Dans l'histoire contemporaine du Brésil, l'élite et les différents courants réactionnaires ont toujours cherché à évincer les gouvernements à base populaire. En 1954, Getulio Vargas, qu'on appelait le père des pauvres, a été ainsi poussé au suicide sous la pression de ses opposants. Dix ans plus tard, Joao Goulart a été écarté par une junte militaire en raison de ses politiques sociales. Aujourd'hui, il s'agit d'un coup d'État de nature institutionnelle.

Quels sont les enjeux derrière cette destitution ?

-Les véritables enjeux sont la suppression des acquis du lulisme, la diminution des aides à la santé et à l'éducation, l'étouffement de certaines affaires de corruption et, un enjeu dont on parle très peu, celui de la privatisation des ressources pétrolières brésiliennes en haute mer. C'est la raison pour laquelle les marchés réagissent très bien aux annonces de destitution. C'est aussi pour cette raison que la Fédération patronale des industries de Sao Paulo (FIESP) a soutenu les manifestants pro-impeachment.

Quelles sont les accusations portées contre la présidente ?

Ce qui est reproché à Dilma Rousseff c'est d'avoir fait du "pédalage fiscal". Il s'agit d'un recours passager à l'emprunt auprès d'institutions publiques pour financer les dépenses publiques notamment les dépenses sociales, ce qui permet le report de l'enregistrement de ces dépenses dans les comptes publics. Il s'agit d'une pratique courante au Brésil. Les différents gouvernements depuis les années 90 y ont eu recours et la pratique a toujours été de mise dans plusieurs États brésiliens.

Aujourd'hui, c'est devenu un prétexte pour destituer la présidente. Dilma Rousseff n'a jamais été inquiétée dans les affaires de corruption ou de détournement. Quand elle est arrivée au pouvoir en 2011, elle a elle-même destitué sept de ses ministres soupçonnés de corruption. En revanche, sur les 65 membres de la commission parlementaire chargée d'autoriser le vote sur la destitution, 36 ont été inquiétés ou sont cités dans des affaires de corruption, fraude électorale ou autre. D'ailleurs, plus de 300 membres sur les 513 que compte le congrès brésilien font actuellement l'objet d'une enquête ou ont déjà été condamnés pour corruption, fraude électorale, utilisation de travailleurs forcés dans des plantations de soja et même de kidnapping ou de meurtre. De fait, ce sont donc 300 voleurs qui ont voté la destitution d'une présidente plutôt honnête. Et ce sont eux qui vont reprendre les rênes du pays pour échapper à la justice.

On fait donc au Brésil en ce moment le procès de l'honnêteté plutôt que celui de la corruption ?

Pas tout à fait. Car le Parti des Travailleurs (PT) de Dilma Rousseff n'est évidemment pas tout blanc. Plusieurs de ses mandataires ont été condamnés ou sont poursuivis dans l'affaire Petrobras. À son arrivée au pouvoir, le parti de Lula s'était pourtant fait le champion de l'éthique et de la lutte anticorruption face à un « congrès de voleurs », mais finalement il a sombré dans les mêmes travers que les autres partis. Reste que quand on examine les accusations dans l'affaire Petrobras, on se rend compte que le PT est loin d'être le seul et principal acteur impliqué dans le dossier.

Comment expliquez-vous l'impopularité de Dilma Rousseff ?

Dilma Rousseff n'est aujourd'hui soutenue que par un cinquième seulement de la population brésilienne. C'est une présidente très impopulaire qui passe mal dans les médias. Pourtant, contrairement à certains de ses prédécesseurs, Dilma Rousseff a laissé agir la justice dans ces affaires de corruption et de détournement. Elle n'a jamais cherché à entraver le travail des juges. Mais c'est aussi une personne qui manque de souplesse. Elle n'a pas le talent de négociation de Lula.

Malgré tout, elle demeure plus populaire que Temer, son vice-président et probable successeur, qui n'a même pas 1% d'opinions favorables, et que le président du Congrès des députés, Eduardo Cunha, qui

mène la bataille contre la présidente. Ce dernier, rappelons-le, est soupçonné d'avoir détourné des millions. Son nom est d'ailleurs cité dans les Panama Papers.

Quelle est actuellement la position de l'opinion publique brésilienne ?

Il y a une profonde division de classes dans la société brésilienne. La plupart des pauvres de régions comme le Nordeste, qui ont beaucoup profité des politiques sociales mises en place par Lula et Rousseff, s'opposent à la destitution de la présidente. Pour les plus pauvres, même si Lula a volé, il a amélioré leurs conditions.

Quant aux Brésiliens qui défilent dans la rue contre la présidente, ils sont issus majoritairement des classes moyennes supérieures, ont des diplômes universitaires et des revenus allant au-delà de dix salaires minimums. Ils appartiennent de fait à l'élite. Certes le raz le bol par rapport aux affaires de corruption est généralisé, mais cette élite se distingue en plus par son refus des politiques de redistribution. Dans leurs slogans, on retrouve le rejet de l'impôt et des propos haineux à l'encontre des pauvres accusés d'avoir été entretenus par le PT.

En cas de destitution, peut-on s'attendre à d'autres révoltes de la part des populations défavorisées ?

Tout dépend des politiques que mènera Michel Telmer s'il prend les rênes du pays. Ce dernier a déjà élaboré un programme politique nommé "Pont vers le futur" qui remet en cause certains acquis sociaux de Lula, notamment les budgets destinés à la santé et à l'éducation. Pour l'instant, les réactions de la part des partisans du PT sont assez contenues. Mais la société brésilienne s'est fortement fracturée ces derniers temps. Le Brésil va probablement basculer dans une période de chaos politique suivie de beaucoup d'autres manifestations.

Comment jugez-vous la couverture de cette crise dans les médias européens ?

Les médias européens se sont tous alignés sur les grands titres de la presse brésilienne. Ils ont repris les "unes" des journaux brésiliens sans distance critique. Depuis un an, les médias brésiliens n'ont pas ménagé leurs efforts pour aiguiller l'opinion publique contre Dilma Rousseff. Ils sont complètement silencieux par rapport aux affaires de corruption de certains députés qui ont voté la destitution. Notons d'ailleurs que pas moins 117 parlementaires au Brésil sont liés directement ou indirectement à des entreprises de presse, ce qui est interdit. Seuls les journaux "Der Spiegel" et le "New York Times" ont fait un travail critique et ont parlé des dangers représentés par cette destitution pour la démocratie brésilienne. Les autres ont présenté cette crise comme l'indignation de tout un peuple contre la corruption alors qu'elle n'était qu'un prétexte.

Propos recueillis par Sevin Rey-Sahin

Une version courte de cet article est parue dans le Nouvelobs, 18 avril 2016.

Laurent Delcourt est chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve).



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

